

actualités

10 millions d'hectares vont changer de main dans les 10 ans

L'assemblée générale du Syndicat de la Propriété Privée Rurale de l'Eure s'est tenue le 7 novembre dernier à Beaumont-le-Roger. Son président, Damien Hyst, a rappelé que 10 millions d'hectares vont changer de main dans les 10 ans. « Nous redonner un revenu décent et la liberté de choix du locataire », revendique-t-il notamment.

En saluant les invités présents, Damien Hyst, qui présidait sa dernière assemblée générale de la Propriété Privée Rurale de l'Eure, s'est satisfait de la présence de deux représentants de JA 27. « Nous avons beaucoup de choses à partager ». Partager par exemple des terres agricoles car 10 millions d'hectares vont changer de mains dans les 10 ans. « Il faut soulager les jeunes agriculteurs de ce poids ». Mais le propriétaire, acteur de la ruralité et garant de l'espace rural, pose ses préalables : « nous redonner un revenu décent et la liberté de choix du locataire », notamment. Dans leur domaine de compétences, les propriétaires revendiquent être associés à tous les débats et décisions. « Nous avons gagné les élections Chambre d'agriculture et nous disposons d'un poste à la CA 27. Les choses avancent mais il reste encore beaucoup à faire. Nous devrions être plus entendus », espère Damien Hyst.

10 000 ADHÉRENTS AU NIVEAU NATIONAL

Pour faire du bruit et peser dans le débat, les troupes euroises peuvent compter sur un collectif national de 10 000 adhérents. « Par rapport à 4 millions de propriétaires, ce n'est pas beaucoup mais ce n'est pas rien », martèle Bruno Keller présent à Beaumont-le-Roger. Le président de la FNPPR (Fédération Na-



Bruno Keller : « les syndicats départementaux sont des relais indispensables et je tiens à les remercier de leur action et de leur dévouement ». © TG

tionale de la Propriété Privée Rurale) préfère voir le verre à moitié plein. « Un syndicat qui fonctionne bien, fruit d'une excellente alchimie entre les départements et le national. Le militantisme syndical est difficile alors, avec 10 000 adhérents, soyons fiers. Nous sommes le premier syndicat de propriétaires en France et, au niveau national, nous avons gagné les élections. Mais le nombre, c'est la survie du syndicat. Quatre ans que la cotisation n'a pas augmenté alors soyons conscients que le modèle économique vertueux passe par l'augmentation du

nombre d'adhérents ».

168 MRD € DE VALORISATION

390 000 exploitations agricoles, 4 millions de propriétaires, 28 millions d'hectares de surfaces agricoles pour 168 Mrd€ de valorisation. Voilà pour les chiffres. « Le foncier est une activité économique fondamentale. Il faut avoir ce panorama en tête. Dans les 10 ans à venir, 150 000 agriculteurs vont partir à la retraite dont 50 % dans les 5 ans », a recontextualisé Bruno Keller. Avec 60 ha de moyenne, ce sont 10 millions d'hectares qui vont changer de main « et ils ne seront pas tous vendus à des Chinois », en guise de boutade.

Un tsunami foncier, voire financier, auquel il faut se préparer. « Il y a des solutions ». Le président de la FNPPR en a listé quelques unes en émettant parfois des réserves. L'agriculteur qui rachète les terres ? « Je dis au secours ! » La création de GFA (Groupement Foncier Agricole) ? « Pourquoi pas dans la boîte à outils mais ce n'est pas ça qui va résoudre le problème ! » Alors quoi ?

« Avoir envie de garder ces 10 millions d'hectares et de les transmettre ! » Rester propriétaire aurait donc de l'avenir mais, pour cela, la FNPPR doit être présente partout le plus possible y compris au CNB (Comité National de la Biodiversité). « Pendant des années, on a pratiqué la politique de la chaise vide alors qu'être présent est excessivement important ». Et ce qui vaut au plan national vaut également au plan local.

MOBILISATION GÉNÉRALE

« L'heure est à la vigilance sur tous les projets de loi et à nous mobiliser sans cesse pour défendre la propriété privée en France sous toutes ses formes. Ce combat, votre fédération va le poursuivre avec détermination comme elle l'a toujours fait mais elle ne peut le faire seule. Les syndicats départementaux sont des relais indispensables et je tiens à les remercier de leur action et de leur dévouement », a écrit Bruno Keller dans son éditorial « La rentrée est là, mobilisons-nous » paru dans la revue de rentrée « La propriété privée rurale » de septembre octobre derniers.

« Je compte aussi sur l'action de chacun d'entre vous pour alerter vos relations politiques sur les dangers de certains projets de loi, pour mobiliser tous vos contacts, pour les faire adhérer à notre syndicat ». À Beaumont-le-Roger, le président national est revenu par le menu sur certains échecs et succès de la FNPPR. Échec avec l'enrillagement « perdu au nom de la liberté de circulation des animaux. Si les travaux ne sont pas terminés à échéance, vous risquez 500 € d'amende par jour. Faites attention, des gens sont déjà dans le collimateur ». Mais succès aussi avec le relèvement du seuil d'abattement pour les terres louées par bail à long terme. Un amendement qui pèse 20 M€.

D'autres sujets restent encore sur la table. Faut-il donner de nouveaux pouvoirs à la Safer ? Le projet de loi qui vise à séparer la maison des terres agricoles passée comme une lettre à la poste à l'Assemblée Nationale et désormais en navette au Sénat. « Les 3/4 des députés ne l'avaient pas lue alors prenez contact avec vos élus locaux pour que cette loi ne voit pas le jour ». Le photovoltaïque ? « Encore plus ou plutôt moins ? » Le financement des Chambres d'agriculture toujours pas réglé. « Un seul poste sur 30 représentants alors qu'on finance à 38 %. Une vraie anomalie qu'il faudra corriger ». La réforme de l'IFI (Impôt sur la Fortune Improductive). « La terre agricole est improductive ? » La réforme du statut du fermage avec la généralisation du bail de 25 ans ? « Un début de consensus ? »

In fine, encore beaucoup de pain sur la planche. « Le propriétaire d'aujourd'hui ne peut pas être le propriétaire de demain. Il faut devenir de vrais gestionnaires de territoire », avec pour mots d'ordre : « entreprendre, innover et transmettre ». Fin de citation ! •

TH. GUILLEMOT



390 000 exploitations agricoles, 4 millions de propriétaires, 28 millions d'hectares de surfaces agricoles pour 168 Mrd€ de valorisation. Le foncier est une activité économique fondamentale. Dans les 10 ans à venir, 150 000 agriculteurs vont partir à la retraite dont 50 % dans les 5 ans. © TG